
De : ABECASSIS Adrien
Envoyé : mardi 29 mars 2016 21:34
À : Secrétariat - Président; JOUYET Jean-Pierre; VALLAUD Boris; LATASTE Thierry; SIMA Isabelle; FELTESSE Vincent; GANTZER Gaspard; POIGNANT Bernard; IANNETTA Nathalie; RULLIER Bernard; BOCQUET Pierre-Yves
Objet : Ambiance opinion

Bonsoir,

Quelques sentiments sur l'opinion du moment, mais sans idées de solutions à ce stade (de mon côté) ; versés donc simplement à la réflexion collective.

Il revient dans le pays une atmosphère de disputes et de blocage, qui explique beaucoup l'ambiance délétère du moment (et les sondages au plancher).

1- De disputes car l'enchaînement déchéance / loi travail, deux débats dont la résonance a largement dépassé la compréhension de l'opinion, a renvoyé le sentiment d'un pays prompt à s'enflammer et se figer dans des batailles de postures dont on peine à discerner les motifs. C'est le village d'Astérix, qui sombre d'un coup dans un pugilat rituel et généralisé où la cause (un poisson pas frais) est peut-être l'élément déclencheur mais certainement pas le ressort.

Ce pourrait être, comme dans Astérix, cathartique, facteur *in fine* d'unité retrempée, si le contexte n'était aussi lourd, l'ennemi à nos portes, et le village en proie à un doute profond sur son avenir. Plutôt que *Le Combat des Chefs*, qui raillait gentiment la campagne présidentielle alors en cours, on en est à *La Zizanie*, où la défiance gagna tant les habitants que la communauté faillit sombrer. Or aucun chef, du haut de son bouclier, ne revient remettre un peu d'ordre, avec bonhomie mais fermeté : l'un est absent ; l'autre au milieu du pugilat, heureux de donner et recevoir des coups.

Ce faisant, c'est le cœur du contrat passé en 2012 qui est attaqué. De plus en plus de Français expriment depuis quelques mois l'idée que « *la France est aujourd'hui plus tendue qu'elle ne l'était sous Nicolas Sarkozy* ». Or c'est précisément ce qu'ils avaient voulu éviter en élisant le Président.

Certes le chef de l'Etat n'hystérise plus les débats, comme à l'époque (et ce souvenir vivace continue à expliquer le rejet de Sarkozy), mais ne les calme pas non plus : il regarde sans rien dire, laisse les passions se déchaîner et les gens se taper dessus, n'use pas de son autorité et de son poids institutionnel pour cadrer, maîtriser les débats et calmer les tensions, montrer une perspective. Il ne « cheffe » pas, et donne parfois l'impression de vouloir d'abord se protéger lui-même quitte à laisser la Zizanie se propager. Et avec elle, la peur d'en arriver à des déchirements qui deviendraient un jour trop profonds et ne sauraient plus être réparés, d'une « guerre civile » dont le spectre revient si souvent dans les commentaires, au-delà même des événements dramatiques.

C'est aussi face à cette peur pour l'avenir que l'on en vient à réclamer plus d'autorité pour calmer le jeu (y compris dans nos propres rangs - je suis en train de décortiquer des données électorales sur le sujet), mais d'une autorité assurée, sobre même si elle peut être un peu cassante. C'est là pour moi le ressort fondamental qui fait se tourner les gens vers le vieux druide (Alain Juppé), pas toujours très commode mais sagement resté à l'écart de la dispute. Et qui touille une potion dont on sait qu'elle est amère, mais qui ne suffit pas à être un obstacle.

2- De blocage car la loi travail envoie un mauvais présage. Les gens la rejettent, mais dans un mouvement qui est, depuis le début, beaucoup plus compliqué qu'un rejet net. Ils savent les réformes et l'adaptation du pays indispensables, mais faute d'une part de comprendre ce qu'il y a dans cette loi, d'autre part de confiance en son émetteur pour « faire les choses bien », la voient d'un mauvais œil et soupçonnent au mieux une inefficacité, au pire une duperie (déséquilibré, tout pour les puissants...).

Les guerres de position des syndicats et d'une partie du champ politique ne sont cependant pas mieux considérés. Ils ne sont pas vus comme des relais de leurs doutes, mais comme des automatismes peu convaincants, et même

fâcheux tant ce sont ceux-là même qui depuis 30 ans ont entraîné le pays là où il est : leurs positions ne sont pas vues comme plus crédibles, ils ne sont pas plus porteurs d'avenir, n'éclairent aucune voie possible.

C'est ainsi que se surajoutant à la crainte des tensions et déchirements, revient celle de la paralysie et du blocage, c'est-à-dire d'un pays qui n'est plus capable d'avancer et de se dépasser, donc qui risque de finir lui-même par être dépassé, et tôt ou tard par sombrer. Ces deux peurs de l'avenir, division et stagnation, de conjuguent et se renforcent.

3- C'est à mon avis là que se situe, derrière les objets de crispations qui sont en partie des prétextes, l'épicentre du mouvement de rejet du Président, particulièrement fort en ce moment.

Les deux promesses fondamentales de 2012 sont frontalement attaquées par l'actualité : le Président avait été élu sur la promesse de réformes dans l'apaisement (ou de redressement dans la justice, ce qui revient au même) ; or il ne semble en ce moment n'y avoir ni l'une ni l'autre possible. C'est, je crois, ce double mouvement qu'il faut s'attacher à dénouer en priorité, sans doute en y investissant davantage le Président, afin de retrouver un peu d'air et de stabilité électorale.

A.